

L'Institut est un organisme inhabituel, hybride, défini par un mandat à facettes multiples qui lui a été attribué par le Parlement et qui consiste à accroître la connaissance et la compréhension de questions relatives à la paix et à la sécurité internationales d'un point de vue canadien. Il joue, d'une part, le rôle de centre autonome d'expertise, de formulation d'énoncés de

principe et de collecte d'information pour le Canada dans les différents secteurs liés à son mandat et, d'autre part, de catalyseur et de bailleur de fonds pour des projets externes de recherche, d'études et de débats publics.

Au cours des sept ans depuis la création de l'Institut, le Conseil d'administration s'emploie à remplir chaque aspect du mandat conféré par le Parlement, tout en faisant fluctuer l'importance relative accordée à chacune des différentes activités en fonction des occasions et des besoins nouveaux qui se dessinent. Avec la fin de la Guerre froide, la réduction des tensions Est-Ouest et la multitude de défis en matière de paix et de sécurité qui se posent sur d'autres fronts, les travaux de l'Institut touchant la limitation des armements et le désarmement, la défense et la résolution des conflits évoluent à un rythme accéléré, à la fois reflétant et contribuant à façonner la politique étrangère canadienne.

Au cours de l'année écoulée, l'Institut a concentré la majorité de ses efforts sur la crise du golfe Persique, qui a éclaté en août 1990 et qui s'est poursuivie pendant de nombreux mois tout en passant par différents stades. En janvier 1990, nos travaux nous avaient permis de prédire que les relations Est-Ouest seraient reléguées au second plan à la faveur d'autres points chauds du globe, et nous avons prêté une attention particulière à la question des transferts d'armements et au besoin de nouvelles mesures de sécurité régionales. L'invasion irakienne du Koweït n'avait évidemment pas été prévue, mais cet événement a immédiatement soulevé d'importantes questions qui sont au cœur même du mandat de l'Institut, à savoir la sécurité collective et le rôle des

Nations Unies, la limitation des armements, la défense, et, enfin, la résolution des conflits.

Un premier document de travail intitulé *The Gulf Crisis: the Debates and the Stakes* a été publié le 21 septembre, à point nommé pour offrir une historique et une interprétation éclairée aux députés au moment de la convocation du Parlement, et ce, afin de faciliter le débat sur la crise. L'importance vitale de ces différentes questions n'a pas tardé à se manifester dans tous les aspects du travail de l'Institut. Nos propres employés et autres personnes ont pu exprimer leurs points de vue et ainsi enrichir la discussion sur l'agression initiale et les mesures prises subséquemment. Les conclusions de recherche ont été publiées, de l'information a été diffusée et nous avons favorisé un débat public éclairé à l'aide de publications, de témoignages devant des comités parlementaires, d'exposés, de séances d'information destinées aux médias et d'entrevues accordées à certains journalistes. Nous avons par ailleurs mené une étude portant sur la reconstruction et la coopération économiques dans la région, qui s'est terminée en mars 1991.

La responsabilité d'«étudier et de proposer des idées et des politiques» confiée à l'Institut par le Parlement a été accomplie avec énergie dans le milieu fluide de la paix et de la sécurité qui s'est précisé après la fin de la Guerre froide. Un grand nombre des contributions faites sont décrites en détail dans différentes sections du présent rapport, allant des propositions émanant d'études précises, comme celles portant sur la prolifération des missiles balistiques et la surveillance aérospatiale, aux témoignages devant le Parlement et aux missions spéciales,

«Canada has supported the United Nations through thick and thin ... the UN is an important institution and can be improved, but it must be supported as one of the few things that stands between humanity and the law of the jungle,» said Bernard Wood in Calgary last night.

EDMONTON JOURNAL
14 février 1991